

Tartagueule

à la récré



N° 134 Février 2019 Bulletin de la CNT Éducation Rhône et Ain avec le soutien de la CNT- PTT

Colère populaire ? Construire une révolution sociale et libertaire

Depuis le 17 novembre, des centaines de milliers de personnes protestent lors d'actions variées en enfilant des gilets jaunes. Si les revendications sont très diverses, elles expriment clairement une colère contre l'exploitation et le mépris. Sur des ronds points, dans les manifestations comme dans les assemblées générales des exigences de démocratie directe s'affirment.

Depuis près de trois mois, face à ce mouvement social sans précédent qui revendique entre autre plus de justice sociale la seule réponse du gouvernement est une répression policière et judiciaire féroce ainsi qu'un mépris de classe étalé à longueur d'antennes. Celui-ci a finalement lancé un soit disant débat national étroitement encadré et orienté, afin de légitimer sa politique anti-sociale, et de pouvoir poursuivre sa casse des services publics alors qu'il s'apprête dans le même temps à faire voter une loi privant les manifestant-e-s de leurs droits.

Avec ce mouvement de colère populaire, il est plus que temps que l'ensemble des travailleurs et travailleuses, en activité ou au chômage, salariés du public comme du privé ou indépendants, en formations ou à la retraite, portent haut et fort des revendications pour une hausse des salaires et des minima sociaux et plus généralement sur la répartition des richesses.

Contrairement aux dires des politiques et des journalistes, nous en avons les moyens. L'opulence insolente des plus riches et le gaspillage monumental des moyens (armement nucléaire comme conventionnel, publicité...) comme les dividendes versés aux actionnaires sont là pour nous le prouver tous les jours. Pour remédier à cette situation où les pauvres sont toujours plus pauvres et les riches toujours plus riches et pour sortir du capitalisme qui la génère, nous devons imposer d'autres solutions économiques, sociales, démocratiques et culturelles. Nous ne pouvons compter sur aucun représentant pour assumer ce changement. Nous devons toutes et tous reprendre en main nos vies en visant d'autogérer la société.

Un changement radical de système s'impose!

Dans l'immédiat, exiger la hausse du SMIC (privé et

public) ; l'augmentation des salaires (y compris socialisés) ; l'arrêt de l'entreprise de démantèlement de la protection sociale en cours et la sécurisation économique de l'ensemble des travailleurs et des travailleuses en premier lieu à travers l'assurance chômage et les minima sociaux ; la taxation du capital ; défendre et développer partout les services publics sont des revendications que nous partageons avec ce mouvement populaire.

Voilà pourquoi nous sommes présents parmi les gilets jaunes dans la rue et les assemblées générales là où c'est possible. Nous appelons et veillons par contre à y rejeter toutes formes de discrimination, raciste comme sexisme, et dénonçons les infiltrations et violences des divers groupuscules fascistes et d'extrême droite. De plus, défendant la liberté de circulation et d'installation, nous pensons que la France a encore les moyens d'être une terre d'accueil. L'égalité des droits, donc la régularisation de tous les sans papiers ne sera un problème que pour les patrons qui les exploitent.

Par ailleurs, les violences et la répression policière et judiciaire doivent cesser. Depuis novembre, la criminalisation et la répression des gilets jaunes, des lycéen-ne-s et du mouvement social en général s'accroissent. Manifestations empêchées, dispositifs policiers démesurés, provocations policières, humiliations, perquisitions, gardes à vue, comparutions immédiates, gazages et matraquages systématiques, tirs tendus de Flash-Ball et de grenades de désencerclement, passages et interpellations, détentions préventives, plus de 1000 condamnations, des centaines de blessé-e-s, certain-e-s mutilé-e-s. Pour couronner cette politique sécuritaire, le gouvernement annonce l'adoption rapide d'une nouvelle loi liberticide : création d'un fichier de manifestants, interdiction individualisée de manifester et assignation à résidence, fouilles et palpations à l'entrée des manifestations, pénalisation des personnes qui participent à une manifestation non déclarée...

Il est grand temps que la peur change de camp et de bâtir un autre futur.



Pour l'arrêt des réformes Blanquer, et l'égalité sociale!

Le mécontentement grandit à l'Ecole, chez les lycéen.nes et étudiant.es, comme chez les personnels. Il fait écho au mouvement social d'ampleur qui perdure depuis des mois dans le pays.

La réforme du lycée imposée aux lycéen.ne.s et aux personnels aura des conséquences désastreuses pour beaucoup d'entre nous (augmentation des inégalités, notamment territoriales, pour les lycéen.nes, et baisse de qualité des conditions de travail pour les collègues des lycées). Dans les universités, la hausse des frais d'inscription pour les étudiant.es étrangèr.es provoque un légitime mouvement de contestation. Depuis 3 mois, la CNT éducation (accompagnée de seulement 2 autres organisations syndicales, Sud éducation et la CGT!) appelle systématiquement à la grève pour faire converger mouvement des personnels et mouvement lycéen et étudiant.

Les raisons de se mobiliser sont nombreuses chez les personnels. En plus de la réforme du lycée, Blanquer dégrade nos conditions de travail et menace d'attaquer nos statuts et notre liberté pédagogique. La baisse des postes annoncée s'est logiquement concrétisée par des DHG entraînant diminution de présence adulte dans les établissements et augmentation des services partagés sur plusieurs établissements. Et pour mettre en œuvre plus facilement ces réformes, Blanquer ne trouve rien de mieux que de menacer denous obliger à une 2ème heure supplémentaire (défiscalisée et désocialisée) en prétextant la hausse de notre pouvoir d'achat ! La CNT Education tient à rappeler que pour l'instant cela n'est pas passé aux BO et que les chefs d'établissement ne peuvent s'en servir pour imposer des heures supplémentaires. Le gouvernement menace également notre liberté d'expression en promettant une modification du texte sur le « devoir de réserve », terme impropre et qui contribue une nouvelle fois à occulter notre droit fondamental à la liberté d'expression comme tou.te.s les autres citoyen.ne.s. Enfin, l'évaluationnrite continue de gangréner l'Education nationale et s'opérationnalise actuellement dans les évaluations de CP, causant de nombreux problèmes (modalités de passation, standardisation de l'évaluation et conformisation de l'enseignement aux tests, etc.).

Face à ces dégradations de nos conditions de travail et plus largement à la dévalorisation des métiers de l'Education, le mouvement des stylos rouges essaie de s'organiser pour améliorer nos conditions de vie. Plus largement, c'est évidemment le mouvement des gilets jaunes qui est actuellement le plus dynamique. Mise à part les tentatives d'intrusions réactionnaires voire fascistes que l'on peut observer dans ces mouvements, la CNT Education soutient les revendications progressistes qu'elle partage concernant l'amélioration de nos conditions de vie ainsi que la critique du modèle de « démocratie » dominant actuellement.

Pour faire basculer le rapport de force, aux manifestations et actions menées jusqu'ici doit s'ajouter le moyen le plus efficace dont nous disposons face au gouvernement et au patronat : l'unité de tou.te.s les travailleurs.es dans la grève générale reconductible. Associée à des AG où nous décidons nous-mêmes de nos revendications, la grève est en effet le moyen le plus efficace pour reprendre le contrôle de nos vies, à commencer par notre travail.

Lycée général et professionnel: chronique d'un plan social préparé de longue date

En décembre dernier, les lycéen.ne.s se mobilisaient contre la réforme des lycées, en dénonçant – entre autres - les inégalités territoriales entre les établissements que celle-ci allait creuser, via la création de lycées d'élite et de lycées de seconde zone. Ils.elles avaient vu juste car dès que le projet de carte des spécialités a été annoncé, plusieurs lycées (Doisneau, Récamier, Camus) se sont mobilisés car ils ont vu leur offre d'enseignement se réduire drastiquement. L'inspection d'académie leur a rapidement donné raison et ouvert de nouvelles spécialités. L'objectif est clair : faire cesser la contestation de la réforme sur le fond en lâchant quelques avancées pour cette année à celles et ceux qui se mobilisent. En revanche bien sûr, rien n'est acquis dans le futur : si des spécialités n'étaient pas considérées suffisamment 'rentables' (comprendre : suivies par un nombre suffisant d'élèves au regard du 'coût' qu'elles supposent) elles pourraient très semblablement être retirées. Tout comme pour parcoursup l'an passé, le ministère a adopté un calendrier de mise en place scandaleux, en attendant le dernier moment (mi-décembre) pour annoncer ce qu'allait être la réforme, et pour publier les nouveaux programmes (le 22 janvier!) Cela a permis de limiter dans le temps la contestation pour qu'ensuite les personnels ne se mobilisent plus que sur les DHG, la réforme étant déjà « en marche »... Les élèves de 2de rendaient, en effet, leur fiche

navette avec leurs choix de spécialités le... 25 janvier. Or il est clair que tout cela était prévu depuis plusieurs mois. Avec comme seul et unique objectif : faire passer ce plan social très vite et ensuite apporter des ajustements. En laissant les personnels, les élèves et les parents dans la plus grande incertitude (attentes du supérieur quant aux spécialités requises inconnues, contenu des programmes) ils.elles n'ont pu prendre conscience, ni anticiper ce que seront les études de leur(s) enfant(s) ou conseiller correctement leurs élèves. L'exemple de la nouvelle spécialité NSI (Numérique et sciences de l'informatique) est édifiant : on ne sait toujours pas qui enseignera cette matière, quelle formation sera proposée à celles et ceux qui voudraient l'enseigner. On parle de formation sur le temps des vacances scolaires, formation dont on ne sait pas si elle sera dispensée à Lyon. Derrière cette réforme il y a aussi une forte dégradation des conditions d'enseignement avec toutes les classes de 1ère à 35 pour toutes les matières du tronc commun avec une réduction drastique des dédoublements. L'enseignement professionnel est quant à lui massacré : réduction des horaires d'enseignement généraux (9 semaines de cours sur 3 ans en bac pro!), affaiblissement des matières professionnelles, disparition du bac pro GA entraînant un véritable plan social pour les enseignants.

Face à cela, la CNT, consciente des enjeux, avait appelé à toutes les journées de mobilisation auprès des lycéen-ne-s et continuera à soutenir toute initiative qui visera à faire échouer la réforme dans son ensemble.



Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueule ou adhérer, envoyez-nous un mail à educ69@cnt-f.org

